

RAPPORT N° 2022/2-33
au Bureau de la Communauté
en séance du vendredi 08 avril 2022

OBJET : EXPLOITATION DU STADE EN EAUX VIVES INTERCOMMUNAL DU BOCAGE A SAINTE-SUZANNE – AUTORISATION DE SIGNER UNE CONVENTION DE MISE A DISPOSITION AVEC L'UNSS DE LA REUNION POUR LE CHAMPIONNAT DE FRANCE DE RAID MULTI-ACTIVITES COLLEGE

Référence au projet politique :

Orientation 2 : « Bâtir le développement équilibré et solidaire du territoire »

Axe 6 : « S'orienter vers un développement humain ambitieux »

Engagement 17 : « Promouvoir et encourager le bien-être et la santé »

Dans le cadre de l'exploitation du Stade en Eaux Vives Intercommunal du Bocage et conformément aux orientations assignées à cet établissement dans son projet sportif et touristique, la CINOR a pour mission d'accueillir et accompagner la pratique sportive du canoë kayak, de l'initiation jusqu'au plus haut niveau.

La Réunion accueillera du 3 au 6 mai 2022, pour la première fois, le Championnat de France de Raid Multi-Activités collège, dont certaines épreuves se dérouleront au Stade en Eaux Vives Intercommunal du Bocage. Le Raid Multi-Activités associe plusieurs disciplines sportives comme le trail, la course d'orientation, le VTT et le canoë kayak.

Près de 250 collégiens compétiteurs issus de toutes les académies métropolitaines et ultra-marines, accompagnés de près de 80 jeunes mobilisés pour l'organisation et d'une centaine d'enseignants accompagnateurs, participeront à cet événement sportif d'envergure nationale, qui se déroulera principalement sur les territoires Nord et Est de La Réunion.

Par courrier du 23 février 2022, le Service Régional de l'UNSS (Union Nationale du Sport Scolaire), rattaché au Rectorat de La Réunion et organisateur de cet événement, a sollicité la CINOR pour la mise à disposition du Stade en Eaux Vives Intercommunal du Bocage pour l'accueil des épreuves de canoë kayak slalom de cet événement sportif qui s'inscrit en parfaite cohérence avec le label de la CINOR « Terre de Jeux 2024 », qui pourra être valorisé à cette occasion.

Afin de permettre à l'UNSS d'organiser les épreuves de canoë kayak slalom du Championnat de France de Raid Multi-Activités collège au Stade en Eaux Vives Intercommunal du Bocage, il est proposé de conclure une convention de mise à disposition avec cette structure pour la période concernée (3 et 4 mai 2022).

Le projet de convention ci-annexé définit notamment les modalités de mise à disposition des différents espaces et installations, ainsi que les conditions d'utilisation et les responsabilités des parties.

Par conséquent, je vous demande de bien vouloir :

- Approuver la convention de mise à disposition du Stade en Eaux Vives Intercommunal du Bocage entre la CINOR et l'UNSS de La Réunion pour la période du 3 au 4 mai 2022, jointe en annexe ;
- M'autoriser à signer ladite convention.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220408-BC2022-2-33-DE
Date de télétransmission : 14/04/2022
Date de réception préfecture : 14/04/2022

DECISION N° 2022/2-33
du Bureau de la Communauté
en séance du 08 avril 2022

OBJET : EXPLOITATION DU STADE EN EAUX VIVES INTERCOMMUNAL DU BOCAGE A SAINTE-SUZANNE – AUTORISATION DE SIGNER UNE CONVENTION DE MISE A DISPOSITION AVEC L'UNSS DE LA REUNION POUR LE CHAMPIONNAT DE FRANCE DE RAID MULTI-ACTIVITES COLLEGE

Référence au projet politique :

Orientation 2 : « Bâtir le développement équilibré et solidaire du territoire »

Axe 6 : « S'orienter vers un développement humain ambitieux »

Engagement 17 : « Promouvoir et encourager le bien-être et la santé »

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L.5211-10 autorise l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n°258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n°2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accords-cadres de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toute décision concernant leurs avenants ;
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liées aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions publiques d'aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L.5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions ;

Sur le RAPPORT n°2022/2-33 du Président ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220408-BC2022-2-33-DE
Date de télétransmission : 14/04/2022
Date de réception préfecture : 14/04/2022

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver la convention de mise à disposition du Stade en Eaux Vives Intercommunal du Bocage entre la CINOR et l'UNSS de La Réunion pour la période du 3 au 4 mai 2022, jointe en annexe.

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à signer ladite convention.

Nombre de votants : 15 (dont 2 procurations) Suffrages exprimés : 15 Vote pour : 15 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

13 AVR 2022

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20220408-BC2022-2-33-DE Date de télétransmission : 14/04/2022 Date de réception préfecture : 14/04/2022
--